

Sujet : [INTERNET] Enquête publique UNITECH
De : Marie-France TALBOT <mariefrance.talbot@orange.fr>
Date : 18/12/2019 19:09
Pour : pref-enquete-unitech@haute-marne.gouv.fr

Madame La Préfète, Monsieur le Commissaire,

Je vous adresse ma contribution à l'enquête publique sur le projet d'exploitation d'une blanchisserie industrielle et d'une zone de maintenance destinées au secteur nucléaire à Suzannecourt (Haute-Marne) de la société Unitech.

RESPIREZ, INSPIREZ...

Le Conseil Départemental de la Haute-Marne déploie depuis plusieurs années, à grand renfort de communication, sa marque « la Haute Marne respire et inspire » pour attirer de nouveaux habitants et de nouvelles activités. A cette occasion, elle met en avant la qualité de vie, la beauté des paysages, des forêts, des lacs, du patrimoine du département.

Paradoxalement, nous assistons à la multiplicité des sites dédiés à la gestion des déchets nucléaires installés dans une forte proximité en totale contradiction avec l'image que souhaite donner le département, le dernier en date : le projet d'installation d'une laverie nucléaire UNITECH à Suzannecourt.

Notre département serait-il scindé en deux ?

Le Nord du département serait-il destiné à devenir une poubelle et les habitants condamnés à boire une eau contenant des résidus radio actifs et à respirer de l'air contaminé par des polluants radiologiques, alors que le Sud deviendrait un parc national des forêts et un espace naturel préservé ?

Le projet UNITECH :

Le dossier fourni par UNITECH est incomplet et les études menées par la société ne reposent que sur des hypothèses, des suppositions et des calculs virtuels ; d'ailleurs, pourquoi a-t-elle refusé un débat contradictoire avec des experts indépendants ? et comment faire confiance à cette société américaine qui a été condamnée à plusieurs reprises à l'étranger pour pollution de l'air et de l'eau ?

« Les menaces sur les ressources d'eau douce sont des menaces pour la santé » dit l'OMS.

Le choix de l'implantation en débit de bassin est une aberration et à l'heure des épisodes de sécheresse de plus en plus fréquents, du faible débit de la Marne en période d'étiage, il est invraisemblable de laisser une entreprise pomper ou polluer l'eau de la collectivité.

Par ailleurs, je partage l'analyse et les arguments des experts et scientifiques indépendants Bertrand Thuillier, Roland Desbordes et Bernard Cazin; de plus, les réserves émises par l'ARS et l'hydrogéologue du laboratoire GEOPS ne sont pas rassurants.

En conclusion : Au regard des risques sanitaires, des emplois précaires et dangereux, de l'impact négatif en terme d'image du territoire, je refuse l'installation d'Unitech à Suzannecourt.

Madame La Préfète, je souhaite conclure en vous posant une question : souhaiteriez-vous voir vos enfants ou petits-enfants habiter et grandir à côté d'une laverie nucléaire ? Moi, non !

Madame la Préfète la décision vous appartient.

Vous trouverez en pièce jointe un excellent article de Henri-Pierre Jeudy paru dans le mag du journal de la Haute-Marne le 29 septembre 2019 en lien avec l'installation d'UNITECH intitulé « la tyrannie du nécessaire ». Je vous en souhaite une bonne lecture.

Cordialement,

Marie-France TALBOT

— Pièces jointes : —

Mag JHM_29 sept 2019.pdf

112 Ko

La tyrannie du nécessaire

LA PHILOSOPHIE
Les notes philosophiques
d'Henri-Pierre Jeudy
présentent l'attrait
des attitudes paradoxales
dans la vie quotidienne.
Bien des situations
que nous voyons,
que nous vivons,
perturbent nos
représentations
habituelles de l'existence.
Notre attention passagère
fait pourtant la richesse
du regard que nous
portons sur le monde
qui nous entoure.

DANS UN village proche du futur dépôt de déchets nucléaires de Bure, une « Blanchisserie nucléaire » devrait être bientôt implantée et la première raison invoquée de son « bien fondé » serait la création d'une trentaine d'emplois « in situ ». Sur un territoire où la courbe du chômage ne cesse d'augmenter, pareille implantation semble être plus qu'une aubaine, elle est présentée comme une nécessité. Les maires des villages environnants, après avoir hésité, ont fini par donner leur accord puis certains l'ont retiré. Toujours est-il que les risques de contamination encourus par les habitants des lieux ont été analysés et si, bien des doutes persistent, le choix se fera parce que sa nécessité « va de soi » et se justifie de cette manière implicite : « au point où on en est, on ne peut faire autrement, catastrophe pour catas-

trophe, autant opter pour celle-là, puisqu'elle n'est pas immédiate, et qu'elle n'est point visible... » Ce type de raisonnement est « passe partout », il révèle que, ce qu'on tient « pour une nécessité » n'est en fait qu'une alternative jugée moins catastrophique qu'une autre. Dans une région désertifiée comme celle de la Meuse ou de la Haute-Marne, on comprendra que ce genre de raisonnement fait écho au désarroi des « derniers des Mohicans ». Justement, parce qu'il est contingent, le futur crée sa propre nécessité que toute anticipation, aussi précise soit-elle, ne peut que présumer. Par exemple, les opposants au dépôt de déchets nucléaires de Bure affirment qu'il est impossible de prévoir ce qui passera dans plusieurs siècles, ils ont moins de chance de se tromper que ceux qui tentent de montrer toute absence de danger pour l'avenir de l'humanité.

Le pouvoir politique en décidant de « ce qui est nécessaire » au temps présent pour l'avenir impose simultanément l'idée « que l'on ne puisse pas faire autrement ». Le pouvoir politique se retranche derrière la nécessité qu'il invoque. Triomphe dans la collectivité l'impression pour chacun d'être le jouet de décisions prises au nom d'impératifs socio-économiques et de n'avoir en conséquence aucune prise sur une quelconque construction de l'avenir de notre propre existence. Face à une telle désappropriation, se multiplient les objets et les raisons de la colère, et l'exaspération prend une tournure virale que stimulent les réseaux sociaux.

Pourquoi les impératifs économiques échapperaient-ils à l'arbitraire de leur bien fondé ? Pourquoi répondraient-ils à une nécessité qui les rendrait indubitables ? Les alternatives ne manquent jamais, et quand elles sont écartées, c'est toujours au nom d'une « légitimité économique » dont la finalité tient encore à la figure pour le moins anachronique du « progressisme ».

Henri-Pierre Jeudy

